

Conférence de presse ALERTE
27 mai 2009.

Introduction OB

Nous vous avons invités à une conférence de presse il y a juste 6 mois, le 28 novembre dernier, pour vous faire partager les informations, les inquiétudes et les demandes des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion devant les effets prévisibles (et déjà visibles) de la crise.

Nous voulons faire le point avec vous, alors que le « pire » de la crise est prévu pour la fin 2009 et début 2010.

Les présidents ou représentants de 4 des 38 grandes associations ou fédérations nationales membres du Collectif ALERTE vont vous faire part de leurs constats et de leurs préoccupations. Ils évoqueront aussi dans les domaines qu'ils traiteront les questions relatives aux jeunes.

Ces constats et préoccupations, nous essayons à ALERTE, de les partager aussi avec les partenaires sociaux, syndicats de salariés et employeurs, afin que les politiques publiques auxquelles ils participent n'oublient pas celles et ceux qui sont depuis longtemps dans la pauvreté et celles et ceux qui y tombent silencieusement à cause de la précarité ancienne de leur situation.

Je souhaite au préalable mentionner aussi notre crainte concernant plusieurs catégories de population souvent moins visibles et à l'écart des mesures et des discours aujourd'hui : les personnes âgées et en particulier les titulaires de petites retraites, et les personnes souffrants de troubles psychiques. Les éventuelles hausses de ressources (minimum vieillesse, AAH) ne dispensent pas les politiques publiques d'être attentives à leur isolement croissant.

Enfin nous souhaitons souligner combien la question des migrants reste pour nous une question sensible : nous sommes résolus à refuser toute politique discriminatoire à leur égard, sachant combien la tentation est grande d'instrumentaliser cette question à des fins politiques.

.....

Conclusion OB

Un mot avant de passer aux questions :

ALERTE souhaite participer aux sommets sociaux qui pourraient être organisés par le gouvernement. Les partenaires sociaux (salariés et employeurs) ont des intérêts sans doute légitimes à défendre. Les intérêts des plus pauvres, souvent peu audibles, doivent être entendus dans ces lieux où se négocie le devenir de notre solidarité.

C'est avec la même conviction que nous redisons notre perplexité devant la manière dont se prépare l'après-demain de la crise. Nous entendons, nous semble-t-il, peu de discours et voyons encore moins de mesures qui prépareraient une société plus juste et plus solidaire.